



Les dirigeants des grands pays occidentaux en phase terminale de leur mandat

Conférence des pays donateurs pour le Liban

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2007

[Tlaxcala](#) 25 janvier 2007

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Titre original: *Paris III, la Conférence des pays donateurs pour le Liban : Les dirigeants des grands pays occidentaux, en phase terminale de leur mandat, en quête désespérée d'une sortie honorable*

La troisième conférence des pays donateurs pour la reconstruction du Liban s'ouvre à Paris le jeudi 25 janvier avec la participation de 35 pays. Pendant ce temps, au Liban les organisateurs de la grève générale, qui a été marquée par plusieurs morts, ont suspendu leur mouvement.

Les dirigeants des grands pays occidentaux (France, États-Unis, Royaume uni), dans une conjoncture rarissime, se retrouvent quasi simultanément en phase terminale de leur mandat à la recherche désespérée d'un succès diplomatique à l'effet de redorer leur bilan terni par leurs échecs répétés tant en Irak, qu'au Liban qu'en Palestine, en vue de rétablir une capacité dissuasive occidentale gravement compromise par les revers militaires américains en Irak et israéliens au Liban.

Sauf rebondissement, le président français Jacques Chirac achève son mandat en mai prochain sans avoir réussi jusqu'à présent à mettre sur pied le tribunal international chargé de juger les assassins de son ami l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, ni consolider la position gouvernementale de son successeur et disciple, le nouveau premier ministre Fouad Siniora, alors que, parallèlement, le premier ministre britannique Tony Blair s'apprête à lui emboîter le pas, cet été, affligé du qualificatif infamant et indélébile de «caniche» du président américain,

George Bush n'est plus, lui, que l'ombre de lui-même. Soutenant à bout de bras son allié israélien éclaboussé par ses déboires militaires au Liban et les scandales qui touchent les plus hauts sommets de l'État israélien (harcèlement sexuel, spéculation financière et corruption), le flamboyant chef de file de «l'axe du bien» mène un combat d'arrière garde pour échapper à l'opprobre national du fait de son aventurisme irakien.

Un succès, même minime de ces trois dirigeants en sursis, serait en mesure de leur assurer une sortie honorable de l'histoire. C'est dans ce contexte qu'il conviendrait de situer l'envoi de renforts de 21.000 soldats américains en Irak, le déblocage par Israël sous pression américaine de cent millions de dollars au président palestinien Mahmoud Abbas ainsi que la

tenue, à Paris le 25 janvier 2007, de la conférence des pays donateurs du Liban.

Sous ce vocable pompeux se cache en fait une cruelle réalité: Les donateurs devraient en fait remédier à la gabegie de leurs protégés régionaux tant Libanais qu'Israéliens. D'un montant global de 40,6 milliards de dollars (30,8 milliards d'euros) représentant 180 pour cent du Produit national brut, la dette publique libanaise est principalement imputable à la politique corruptrice de spéculation immobilière initiée pendant ses dix ans de pouvoir par l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, grand ami de l'Occident, principalement du président français Jacques Chirac. Cette dette s'est aggravée par les destructions infligées par Israël au Liban, l'été dernier, au cours d'une guerre encouragée tant par les Américains que par les Français, les principaux alliés du disciple de Rafic Hariri, le nouveau chef du gouvernement libanais Fouad Siniora et dont le coût s'est chiffré à près de cinq milliards de dollars (2,8 milliards de dollars de pertes dues aux destructions et 2,2 milliards de dollars de pertes indirects, selon le rapport officiel gouvernemental publié le 4 janvier 2007

1) Décryptage des origines de la crise libanaise contemporaine

Sur fond d'exaspération des crispations inter-communautaires chiites-sunnites, accentuée par la piteuse pendaison de l'ancien président irakien Saddam Hussein, l'épreuve de force qui se déroule au Liban, avec en toile de fond l'enlèvement américain en Irak et israélien en palestinien, ainsi que la montée en puissance de l'Iran, vise à éradiquer l'esprit de résistance dans le monde arabe en vue d'une « finlandisation » de la zone, sa neutralisation, au profit de l'axe américano-israélien et de leurs alliés pétromonarchiques.

Dans le souci de s'assurer une couverture politique face aux pressions américaines contre l'Iran et la Syrie, le Hezbollah avait conclu un arrangement électoral tacite avec Walid Joumblatt, chef druze du Parti socialiste progressiste, pour lui permettre de remporter la victoire dans la région montagneuse du Chouf dans la première consultation électorale qui a suivi le départ des Syriens du Liban, en juin 2005. Le Hezbollah s'est abstenu en effet dans cette compétition-là de soutenir son allié traditionnel l'Émir Talal Arslane, le rival druze de M Joumblatt.

Vainqueur par défaut des élections grâce à l'abstention du Hezbollah, propulsé chef effectif de la majorité parlementaire du fait de l'inexpérience politique de son allié, le milliardaire sunnite Saad Hariri, encouragé par ailleurs par les Américains et les Français qui voyaient en lui leur nouvel homme-lige, Joumblatt s'est vécu en chef d'état virtuel d'un État en apesanteur, un vizir à la place du grand vizir.

Une fois assuré de sa victoire, il a voulu faire plier les Syriens par le biais de l'affaire Hariri faisant d'une pierre deux coups: venger l'assassinat de son père Kamal, dont il impute l'assassinat à Damas, et s'assurer dans le même temps la gratitude des pétromonarchies du golfe et la protection des Etats-Unis, à l'époque hyperpuissance invincible du Moyen-orient.

Les déboires militaires de l'Amérique en Irak, la résistivité des mouvements islamistes palestiniens face l'occupation israélienne, de même que le camouflet militaire infligé par le Hezbollah à Israël ont quelque peu modifié la donne et donné du tonus à l'opposition libanaise. Dans une démarche symétrique à celle empruntée à ses rivaux, l'opposition libanaise a voulu mettre à l'index le Premier ministre Fouad Siniora, de la même façon que les anti-Syriens, en fait les pro-Américains, ont voulu mettre en quarantaine le Président de la République Émile Lahoud.

De sorte que désormais, il existe un divorce entre le pays légal, représenté par la majorité parlementaire, et le pays réel, constitué par les deux principales formations politiques de l'opposition, largement majoritaires dans le pays au niveau de la base populaire. Le Hezbollah est en effet la principale formation de la plus importante communauté libanaise, numériquement parlant, les Chiites, et le général Michel Aoun, ancien chef du gouvernement libanais, est le grand vainqueur, du côté chrétien, de la consultation électorale de juin 2005 qui a suivi le départ des Syriens du Liban.

De surcroît, le Hezbollah et le Courant patriotique du général Michel Aoun ont ceci en commun qu'ils n'ont jamais porté les armes contre leurs compatriotes libanais, ce qui leur donne un prestige certain et une plus grande crédibilité au sein de la population.

Le Hezbollah, fondé en 1982, s'est toujours préoccupé de la guérilla anti-israélienne et Aoun à l'exception du combat pour mettre au pas Samir Geagea en 1988, alors en rébellion contre l'autorité légale, n'a jamais dirigé ses armes, lorsqu'il était commandant en chef de l'armée, contre les musulmans ou la coalition palestinoprogressiste de l'époque. En contrepoint, l'alliance Hariri-Geagea-Gemayel-Joumblatt est à proprement parler l'alliance des anciens de chef de guerre et de leur principal bailleur de fonds. Une alliance qui a déchiré le tissu social libanais avec sa guerre inter-factionnelle et grevé le redressement économique du pays d'une insupportable dette publique.

Un problème de cohérence intellectuelle et de crédibilité politique se pose pour Walid Joumblatt; un des rares dirigeants arabes se réclamant du socialisme. Il est l'allié du plus important milliardaire du pays, Rafic puis Saad Hariri. Poursuivant de sa vindicte la Syrie qu'il juge responsable de l'assassinat de son père, il accueille désormais à bras ouverts l'ordonnateur d'un attentat contre sa personne le chef du parti phalangiste, l'ancien président Amine Gémayel.

2) Tribunal international

A) Au niveau constitutionnel et politique:

Le Liban est une démocratie consensuelle. Le fait d'avoir fait passer en force le projet de constitution d'un tribunal international pour juger les assassins de Hariri a constitué une atteinte au Pacte national, confirmé par l'accord intercommunautaire de TAEF (1989), qui stipule dans son premier article que les décisions qui engagement l'avenir du pays ne sauraient être prises sans l'assentiment des principales communautés libanaises.

Le projet de tribunal international a été entériné par le gouvernement, en l'absence de six ministres représentant la communauté chiite et du Président de la république, seule autorité habilitée à ratifier les traités internationaux. Ce projet, au regard du droit public interne libanais, est donc par son essence caduc et anti-constitutionnel.

B) Au niveau diplomatique et géostratégique:

Alors que le Liban est sinistré par près de deux mois d'une guerre inégale contre Israël (Juillet-août 2006), la mise en avant du tribunal international est un moyen de pression contre la Syrie et ses alliés libanais en vue de les priver du bénéfice moral et diplomatique du camouflet infligé à Israël par le Hezbollah et ses alliés transcommunautaires libanais (Parti communiste libanais, Parti national social). Il vise aussi à reléguer au second plan le problème de la responsabilité d'Israël dans la destruction du Liban et la complicité des

États-Unis et dans un degré moindre de la France dans cette opération.

Ceux que l'on nomme «les anti-Syriens» sont en fait des pro-Américains et pro-Français, qui comptent massivement sur l'aide occidentale et saoudienne pour se maintenir au pouvoir et préserver leurs privilèges. Samir Geagea qui a massacré, sous l'autorité de la famille Gemayel, la famille de Soleimane Frangié, le chef chrétien du nord du Liban, de même Amine Gemayel qui a mené une guerre sans répit contre les Druzes et fomenté un attentat contre Walid Joublatt en personne, en 1984, ainsi que Walid Joublatt qui a ordonné le massacre de plusieurs centaines de chrétiens dans la région montagneuse du Chouf, sont à proprement parler des «criminels de guerre patentés».

La proximité avec l'Occident ne doit pas conférer une honorabilité pas plus que la moindre immunité. Dans cette perspective, le martyrologue libanais est devenu un argument de brocante pour la survie d'une classe politique déconsidérée.

Sauf erreur ou omission de ma part, il n'y a jamais eu que je sache de tribunal international pour juger par exemple les auteurs de la disparition de Mehdi Ben Barka en France et Jacques Chirac a fait même du Maroc son lieu de villégiature préféré, Jamais non plus de tribunal international pour juger le président pro-Américain Paul Kagamé (Rwanda) qui passe pour avoir ordonné la destruction de l'avion du président Habiyarimana, encore moins de tribunal international pour juger les assassins du juge français Bernard Borel, alors que le président de Djibouti est toujours accueilli à bras ouverts par Jacques Chirac.

Pas de tribunal non plus pour juger le tortionnaire chilien Augusto Pinochet, assassin de Salvador Allende et ordonnateur du plan Condor, enterré avec les honneurs militaires. Aucun tribunal international non plus pour juger les auteurs de la disparition en 1978 en Libye, de l'Imam Moussa Sadr, chef de la communauté chiite du Liban, Est-ce parce que la Libye est un pays pétrolier qui s'est rapproché des Occidentaux en dévoilant tout un pan de la coopération nucléaire arabe et musulmane ?

La justice internationale ne saurait être sélective, de même que la prolifération nucléaire. La duplicité de la diplomatie occidentale est à l'origine de la grande suspicion que nourrissent les peuples arabes et musulmans à l'égard de la moindre initiative occidentale.

3) Rivalité sunnite-chiite

Longtemps les chiites ont été considérés comme les meilleurs alliés de l'Amérique et d'Israël, notamment du temps du Chah d'Iran, alors que les sunnites, en leur qualité de fer de lance du combat nationaliste arabe, étaient perçus comme le véritable danger pour l'Occident. Cela a été le cas du temps du président égyptien Gamal Nasser lorsque le sunnisme s'identifiait avec le nationalisme arabe au point que Nasser, puis Arafat ont été diabolisés en tant que «nouveaux Hitler» du monde contemporain, suscitant des «expéditions punitives» des pays occidentaux à leur égard (Suez 1956 contre Nasser), (1982 siège de Beyrouth contre Arafat par les Israéliens, puis mise en résidence surveillée du président démocratiquement élu de la Palestine en 2003. Ce qui est tout de même un comble qu'un «Prix Nobel de la Paix» soit maintenu en captivité avec la passivité des pays occidentaux et l'approbation tacite des Américains).

Les États arabes pro-américains (Égypte, Arabie saoudite, Jordanie, pétro-monarchies du Golfe) en cautionnant l'intervention américaine en Irak, ont été les principaux fossoyeurs du pouvoir sunnite en Irak et de la montée en puissance du chiisme. Le Chiisme en Orient

est en train de triompher non par sa supériorité intrinsèque, mais par la soumission des dirigeants sunnites gérontocrates des pays arabes, particulièrement ceux du Golfe. Ce n'est pas un problème de religion, mais un problème d'éthique de gouvernement. En Palestine, le combat de libération contre l'occupation israélienne est mené exclusivement par des Sunnites que cela soit le Fatah ou le Hamas. Mais la différence entre ces deux formations sunnites n'est pas un problème d'intégrisme religieux mais d'intégrité politique

Au-delà de leurs sensibilités culturelles ou religieuses, sunnites, chiites, maronites, libanais arabes ou kurdes, algériens ou marocains, habitants du Machreq ou du Maghreb doivent prendre conscience du fait qu'ils appartiennent à la même sphère géoculturelle, qui constitue avec l'Amérique latine, l'un des rares foyers de résistance à l'hégémonie américaine dans le monde.

Prendre conscience du fait qu'il existe davantage de complémentarité entre la population de l'ensemble arabe qu'entre un Suédois et un Portugais, par exemple, ou entre un pêcheur maltais et un plombier polonais.

4) Le problème de l'armement du Hezbollah

Les États-Unis se sont toujours opposés à la constitution d'une force aérienne et navale crédible tant du Liban que de la Palestine, les deux pays limitrophes d'Israël, afin d'accentuer la sécurisation de l'espace stratégique de l'État hébreu. L'occupation de l'Irak et les diverses tentatives visant à neutraliser la capacité nucléaire iranienne relève de cette même stratégie. Mais la démilitarisation relative de ces deux pays limitrophes d'Israël n'a pas pour autant entraîné une sanctuarisation de leur espace vital.

Bien au contraire, Israël a envahi à deux reprises le Liban, en 1978 et en 1982, puis partiellement en 2006, malgré la présence d'une force d'interposition dans la région frontalière libano-israélienne, la FINUL, depuis 1978, et le territoire palestinien est soumis à un régime de couvre feu quasi-permanent, masquant une colonisation rampante de la Palestine avec la caution américaine et le silence complice des pays occidentaux.

L'armement balistique du Hezbollah constitue, dans cette perspective, une réplique à l'abdication étatique arabe, en même temps qu'une riposte asymétrique à la volonté de muselage israélo-américaine.

Tant au niveau de la démocratie numérique, représentant la plus importante formation paramilitaire de la plus importante communauté libanaise, qu'au niveau de la démocratie patriotique, le Hezbollah, artisan de deux revers militaires israéliens, devrait occuper une place de choix non seulement dans l'imaginaire arabe, mais également dans le discours officiel arabe. Il était honteux de lui demander des comptes. Il eût été plus judicieux de demander des comptes également à l'Arabie saoudite qui a instrumentalisé l'Islam, ou plutôt la forme la plus rétrograde de la religiosité, comme arme de combat politique contre le nationalisme arabe, des comptes aussi à la Libye qui a abdiqué face au diktat américain sans coup férir, en une sorte de capitulation en rase campagne, alors que Kadhafi avait assourdi la planète pendant un quart de siècle de ses imprécations révolutionnaires anti-américaines. La liste n'est pas limitative.

5) La France

Confier les rênes de la diplomatie française à un des auteurs de la loi sur le « rôle positif de

la colonisation» marque la déconnexion de la France des affaires du tiers-monde ; L'histoire est impitoyable avec les êtres à qui le destin aura souri deux fois dans leur existence. De plainpied Jacques Chirac appartient à cette catégorie de privilégiés mais s'y distingue d'une manière singulière par un bilan rarement égalé au sein des grandes démocraties occidentales. Le Roi des Arabes, le proposé au Prix Nobel de la Paix pour son opposition à l'unilatéralisme américain dans le dossier irakien, le champion de la résorption de la fracture sociale, le barrage au fascisme français, apparaît désormais par ses camouflets diplomatiques et la succession de ses déroutés électorales comme le grand perdant sur le plan international, le fossoyeur de l'héritage gaulliste et de la fonction présidentielle sur le plan interne, accablant bilan de l'ampleur d'une double Berezina diplomatique et domestique.

La posture gaullienne de Jacques Chirac tant célébrée par la presse française tant sur l'Irak que sur le Liban ne doit pas faire illusion. Elle s'est résumée en une gesticulation diplomatique sur fond de rumeurs d'affairisme, masquant un alignement progressif sur une diplomatie atlantiste.

Loin d'augurer d'une nouvelle politique d'indépendance, elle s'est davantage apparentée à un combat d'arrière-garde d'un président mal élu et décrié dans son propre pays à la recherche d'une sortie honorable pour l'histoire. Un combat d'arrière-garde d'un pays en perte de vitesse dans son pré carré arabo-africain, alors que six des États africains les plus proches de la France en Afrique (Côte d'Ivoire, Centrafrique, Congo-Brazzaville, République Démocratique du Congo, Gabon et Tchad) paraissent déstabilisés par une guerre civile larvée et que se poursuit sur le plan économique la mainmise des fonds de pension anglo-saxons sur les sociétés françaises cotées en bourse, quadruplant en sept ans leur acquisition, passant de 10 pour cent en 1985 à 43 pour cent en 2003 [1].

Les repentances furtives à répétition ne sauraient gommer un siècle d'incohérences et de gesticulation déclamatoire, pas plus que les «hommes providentiels» que la France s'est choisie parmi les dirigeants arabes (Saddam Hussein, Rafic Hariri) en guise de substitut à une politique destinée à camoufler une politique de conquête des marchés arabes: de Suez (Égypte) à Bir Zeit (Palestine) en passant par Alexandrette (Turquie), Dimona (Israël), Sétif (Algérie) et Bizerte (Tunisie), par ses alliances successives avec les principaux ennemis du monde arabe, d'abord la Turquie (1920-30), puis Israël (1950-60), puis son hostilité résolue au noyau dur du monde arabo-islamique dans les années 1980, via son alliance irakienne, la France se place, après les États-Unis, à égalité avec la Grande-Bretagne, comme le deuxième pays cible des attentats anti-occidentaux depuis le dernier quart du XXème siècle. Que cela soit à Beyrouth avec l'ambassadeur Louis Delamarre, en 1981, et les 58 soldats du contingent français de la Force multinationale occidentale tués dans l'attentat du PC Drakkar (23 octobre 1983) ou l'universitaire Michel Seurat, ou encore à Karachi (Mai 2002) et au Yémen (Octobre 2002) ou enfin sur le sol national avec les 13 morts et les 250 blessés des 10 attentats de Paris (1985-86), le Général Rémy Audran, «Monsieur Irak» de la Direction Générale de l'Armement (DGA), les attentats de 1995-1996, sans parler du long feuilleton de la spirale infernale des otages français au Liban (1985-1988) et en Irak (2004-2005).

De sorte que la France parait désormais faire davantage partie du problème que de la solution des problèmes du monde arabe. Le fait de confier les rênes de la diplomatie française à un des auteurs de la loi sur le «rôle positif de la colonisation», M. Philippe Douste-Blazy, à l'époque député de Toulouse (sud de la France), marque d'ailleurs la déconnexion de la France des affaires du tiers-monde.

6) La sortie de crise

Il est vain et illusoire de compartimenter les problèmes, de découpler le conflit d'Irak de celui de la Palestine ou du Liban. Les combats croisés menés par l'Amérique pour le compte d'Israël en Irak et d'Israël pour le compte des États-Unis au Liban, de même que le propre combat mené par Israël pour son compte avec le soutien américain contre les Palestiniens relèvent d'une même intrication dont l'élément central demeure la revendication nationale palestinienne à un État viable, indépendant et souverain.

Il est tout aussi vain et illusoire de jouer la division des peuples dans l'adversité et de considérer comme «renégats» une fraction de la communauté arabe, le Hezbollah, pour cause de chiisme, alors même que dans l'histoire peu glorieuse du monde arabe contemporain ce parti aura inscrit de glorieux fait d'armes au palmarès arabe.

Il importe à l'Arabie saoudite, meilleur allié arabe des États-Unis et artisan de deux plans de paix arabe, de sortir de sa frilosité légendaire, son théâtre d'ombre, et de réclamer enfin à son ami américain la contrepartie de sa loyauté, de s'adresser à l'Iran, son rival pétrolier chiite, en vue de négocier les conditions d'un modus vivendi opératoire aussi bien en Irak, qu'au Liban que dans le Golfe visant à une stabilisation de la sphère arabo-musulmane, prélude à des efforts conjugués non vers la neutralisation de la capacité nucléaire iranienne mais vers la dénucléarisation d'Israël et la promotion d'un règlement d'ensemble des problèmes régionaux, en tête desquels le problème palestinien.

Les Arabes ont dépensé mille cinq cent milliards de dollars dans le domaine de l'armement au cours du dernier quart du vingtième siècle sans se doter ni de la capacité nucléaire, ni de la capacité spatiale ni d'une capacité de projection de force. Plutôt que d'ameuter la planète de leurs jérémiades, ils seraient avisés de prendre exemple sur l'Iran et de se doter d'une capacité de dissuasion à l'effet de forcer le respect des autres pays du monde.

Note

1 : Enquête du cabinet «Georgeson Shareholder» réalisée pour le compte du journal «Le Monde» en date du 29 juillet 2003.

René Naba est auteur de: Aux origines de la tragédie arabe, Éditions Bachari 2006, Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français, L' Harmattan 2002, Rafic Hariri, un homme d'affaires Premier ministre, L' Harmattan 2000, Guerre des ondes, guerre des religions, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen, L'Harmattan 1998.

Source: [Tlaxcala](#)

La source originale de cet article est [Tlaxcala](#)

Copyright © [René Naba](#), [Tlaxcala](#), 2007

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca